

La politique coloniale du P. C. F. jugée par le F. L. N.

(Suite du N° 79)

Le Bulletin d'Information de la Fédération de France du F.L.N. vient de publier, en réponse à l'article de L. Feix que nous avions signalé dans un précédent numéro, une mise au point portant sur le fond de la politique algérienne du P.C.F. Ce texte ne peut manquer d'avoir un grand retentissement. Il fait justice de nombreuses allégations plus ou moins fantaisistes qui se plaisaient à donner du F.L.N. l'image déformante d'un nationalisme primaire, fanatique et aveugle, apolitique et un peu irresponsable, allégations trop intéressées et témoignant d'une trop grande méconnaissance de la Résistance algérienne.

Le but de ce texte, tel que le définit le F.L.N. est « de situer les responsabilités qui pèsent sur les épaules des dirigeants du P.C.F. dans la démobilisation des couches sociales qu'ils contrôlent ou influencent ». C'est dire que le F.L.N. situe très nettement la cause de la passivité du prolétariat français. On ne parviendra pas à faire passer sa critique pour un point de vue réactionnaire.

Nous publions, dans ce numéro, la suite des extraits de ce texte si important en regrettant une fois de plus de ne pouvoir, faute de place, le donner en entier.

B) L'ALGERIE, NATION EN FORMATION

Dans le cas de l'Algérie, la théorie de l'Union française a été étayée de la théorie de l'Algérie, nation en formation. Replacée dans son contexte historique, cette thèse devait servir de barrière contre le nationalisme et la revendication de l'indépendance. Pour mieux en comprendre le sens, reportons-nous aux discours de M. Thorez, tel qu'il est publié dans ses œuvres complètes.

Contenu anti-historique :

A la lecture de ce discours, il semble que l'Algérie soit une accumulation de différents peuples et races, aux apports d'importance égale. Aucun compte n'est tenu de l'influence décisive de la civilisation arabe, ni de ce qu'était notre pays en 1830. Une parenthèse amusante pour citer la manière dont sont caractérisés les Français d'Algérie : « des Français, et quels Français ! les Français des terres françaises de Corse et de Savoie, ceux de la terre d'Alsace venus en 1871 pour ne pas être Prussiens. » (1).

L'ignorance de l'histoire de l'Algérie sert de fondement à une élaboration théorique.

En 1830, l'Etat algérien existait, reconnu sur le plan international jusqu'en 1847. La conscience nationale s'est traduite par une résistance de plusieurs dizaines d'années, conscience semblable en bien des points à celle de l'Egypte de Mohammed Ali ou du Maroc de Sidi Aderrahmane. Nier la nation algérienne, c'est faire abstraction d'une unité territoriale, historique, linguistique, culturelle, que le colonialisme n'a pu détruire.

Aujourd'hui, il y a l'impérialisme français qui a conquis l'Algérie par les armées et de l'autre, une nation qui veut reprendre sa liberté par les armes.

Le problème reste celui de l'implantation d'une minorité européenne en aucune manière assimilée à la nation algérienne. Constatons un tel état de fait, loin de déprécier les actes de certains Européens, les grandit. Assimiler une telle minorité au reste du peuple algérien, c'est se refuser à voir son caractère « petit blanc » et le profit qu'elle tire du statut colonial.

C'est lier le mouvement de libération au sort de cette minorité et l'obliger à attendre une fusion irréalisable dans le cadre colonial. L'existence d'une minorité met-elle en cause l'existence d'une nation ? Que les Français d'Algérie soient appelés à s'intégrer à la nation comme le propose le F.L.N. ou qu'ils coexistent comme une minorité étrangère, cela ne change rien à la réalité nationale algérienne.

La théorie de la nation en formation reprise au

lendemain du 1^{er} novembre 1954, a servi à justifier les conseils contre l'action armée. En effet, comment l'approuver si on doute de son écho auprès des masses et comment croire à cet écho quand on juge la conscience nationale à partir de la minorité européenne et du progrès de la fusion entre les éléments ethniques vivant sur le sol national algérien ? L'histoire n'attend pas le bon plaisir des idéologues du P.C.F. pour briser les schémas inadéquats. Devant la vigueur du Mouvement de Libération, il devenait difficile de maintenir certains mythes. Et c'est ainsi que Maurice Thorez, qui soutint des années durant que, sans fusion entre Européens et Algériens, il n'y aurait pas de nation algérienne constituée, déclara le 15 février 1957, la fusion réalisée et la nation algérienne constituée alors que la quasi totalité des Européens était unie autour des colonialistes.

CONCLUSIONS :

Un décalage entre l'action et la pensée politique d'une part, entre la pensée politique et la réalité des faits d'autre part, vient de ce que le P.C.F. assume purement et simplement la politique des blocs. Le P.C.F. n'hésite pas, et n'a jamais hésité à se transformer en force d'appoint des milieux politiques colonialistes ou néo-colonialistes quand ils sont d'accord avec lui pour un regroupement parlementaire sur certains objectifs de politique extérieure. L'histoire en fait foi. Aux dépens des coloniaux se sont réalisés :

1) Le Front Populaire, car il ne fallait pas mécontenter les radicaux socialistes opposés à l'Allemagne... jusqu'en 1940.

2) L'unité socialiste-communiste-gaulliste de 1945 à 1947 (Sétif, Madagascar, Haiphong).

3) L'unité contre la C.E.D. dans le vote en faveur de Naegelen à la présidence de la République.

4) La tentative d'unité autour de Guy Mollet en 1956 avec le vote des Pouvoirs spéciaux.

Aujourd'hui en 1958, on assiste à cette parodie où le P.C.F. se lance contre la guerre atomique et fait de la lutte contre la guerre d'Algérie qui mobilise 600.000 hommes un objectif secondaire. Et M. Thorez, avec beaucoup de sang-froid, déclare « le peuple de France aime la Paix ». Le P.C.F. veut se définir comme le parti anticolonialiste par excellence.

Les Algériens ont toute raison de croire que si l'unité s'était réalisée en 1956 (les communistes participant au gouvernement) leur pays aurait encore servi de monnaie d'échange. Les débuts de la guerre d'Indochine le prouvent. Jusqu'en mars 1947, les communistes n'ont jamais empêché les crédits militaires de passer. Bien mieux, n'a-t-on pas vu J. Duclos s'incliner devant les souffrances et l'esprit de sacrifice « du corps expéditionnaire » (8 mars 1947). Il est vrai qu'à l'époque le colonialisme n'était pas pour M. Duclos, « l'expression externe de rapports d'oppression internes, mais un système ayant ses bons et ses mauvais côtés ».

Le juste combat du peuple algérien pour son Indépendance est la plus belle manifestation de la Démocratie en action. A ce titre, il est une aide et un exemple pour tous ceux qui, à travers le monde, veulent vivre libres. Quelles que soient les incompréhensions des uns, les inconséquences des autres, notre glorieux peuple, animé et dirigé par le F.L.N., mènera la lutte jusqu'à son issue finale : l'instauration d'une République Algérienne Démocratique et Sociale.

(1) Les Alsaciens ont été installés en Algérie sur des terres confisquées aux Algériens à la suite de l'insurrection nationale de 1871.

L'activité des militants du P. C. F. au point mort

« ... Nous savons que le recensement fait par le Mouvement de la Paix permet de dire qu'à l'heure actuelle quatre cent cinquante mille signature [N.D.L.R. : contre l'installation des rampes de lancement...] auraient été recueillies dans trente-huit départements, dont cent vingt mille dans la Seine. Des chiffres difficiles à publier tant ils sont faibles nous viennent de grands départements comme le Nord, le Pas-de-Calais, la Seine-Maritime ou l'Isère. D'autres départements comme la Loire, le Lot-et-Garonne, les départements de l'Ouest, ne se sont pas encore manifestés à notre connaissance.

Or, durant la campagne pour l'appel de Stockholm, les chiffres publiés, après trois mois de campagne, étaient de trois millions, dont huit cent mille pour la Seine. L'écart, on le voit, est grand entre les nécessités admises par le Comité Central et les résultats obtenus jusqu'ici, entre les possibilités réelles qui existent et les moyens mis en œuvre. » (Laurent Casanova, l'Humanité, 14 mars 1958).

Ces propos tenus dans l'organe central du PCF ont provoqué quelques remous parmi les militants ; non qu'ils constituent une révélation, mais parce que la direction est contrainte d'avouer que le parti ne fonctionne pas. Cette situation est relativement nouvelle. Elle manifeste une profonde crise de confiance.

Rien ne sert de pousser des cris de victoire à chaque élection partielle, de se féliciter de la combativité ouvrière à laquelle le Comité Central ne fixe d'ailleurs, aucune perspective valable. Le rapprochement, dans l'esprit des militants, entre la situation dans le Parti et la situation dans le pays alimente la crise du PCF. Le BP et le CC peuvent considérer cette situation comme dangereuse. Ils n'ont pas trouvé d'autre moyen pour redresser que la menace envers les militants. Elles se précisent, dans l'article de Laurent Casanova : « ... le premier devoir des directions du Parti serait d'obtenir que toutes les cellules, sans exception, organisent la collecte de signatures. Que chaque membre du Parti, sans exception, ait en permanence, sous la main une liste de pétition, que le travail de chacun soit contrôlé et les résultats transmis systématiquement. »

C'est tout juste si on ne pointera pas, comme à l'usine.

A ces menaces, Thorez-Duclos-Casanova auront beau ajouter la publication de pages entières de l'« Humanité » pour convaincre les militants de l'efficacité d'une campagne de signatures, ils ne parviendront pas à recréer l'enthousiasme qui anima le Parti au moment de l'appel de Stockholm où seulement des isolés comprirent la vanité de ces campagnes de signatures. Comment des dirigeants qui ont perdu une grande partie de leur prestige pourraient-ils réussir avec des moyens si restreints ? Les militants veulent une autre politique faisant appel à l'action des masses contre la guerre d'Algérie, à la préparation d'actions d'ensemble contre la guerre et les revendications. Une telle politique suppose la confiance des militants. L'idée chemine maintenant que l'élaboration d'une politique plus correcte, plus offensive pour tout dire, ne pourra être le fait de l'actuelle direction.

Mise au point

Une dépêche de presse annonce que l'ancien secrétaire adjoint de l'U.S.T.A. (messaliste), rejoignant l'U.G.T.A. s'exprime entre autre comme suit :

« Aujourd'hui, tous les Algériens doivent être convaincus de l'infamie des trotskystes et de ceux qu'ils utilisent contre leurs frères... »

Précisons, une fois de plus, que l'organisation visée comme « trotskyste » dans cette lettre est le groupe Lambert qui, depuis bientôt six ans, a été exclu de la IV^e Internationale, et dont l'irresponsabilité — notamment sur le problème algérien — a été dénoncée à plusieurs reprises par le Secrétariat International et la section française de la IV^e Internationale. En 1956 le F.L.N. avait publié dans sa presse une mise au point de notre part à ce sujet. Nous n'avons rien de commun avec ceux qui gardent le silence sur Bellounis.